

Trois stratégies régionales jusqu'en 2030

Dossier de rédaction de H2o
 Avril 2026

À l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, les 43 États membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM), ont adopté trois cadres stratégiques visant à définir, jusqu'en 2030, une vision commune sur la gestion de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation, des écosystèmes, ainsi que sur le financement et la transformation numérique du secteur. Dans un communiqué, l'UpM a indiqué que cette initiative marque "la progression la plus significative dans la gouvernance euro-méditerranéenne de l'eau depuis la première réunion ministérielle sur le sujet".

La première de ces stratégies, dite d'interdépendance eau-énergie-alimentation-écosystèmes, a été développée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) / Plan d'action pour la Méditerranée (PAM), le Partenariat mondial pour l'eau en Méditerranée (GWP-Med), le Partenariat pour la recherche et l'innovation en Méditerranée (PRIMA) et le projet Eau, Environnement, Biodiversité et Action climatique (WES-BCA) de l'Union européenne. Elle fournit un cadre régional pour une gouvernance intégrée "de la source à la mer" et répond aux besoins concurrents en eau des secteurs agricole, énergétique, urbain et écologique, tout en protégeant rivières, nappes phréatiques et zones côtières. Cette approche intégrée vise des politiques et des investissements concrets sur le terrain.

La deuxième stratégie relative au financement et aux investissements propose aux gouvernements, régulateurs, bailleurs de fonds et opérateurs une feuille de route pour garantir la viabilité économique des services d'eau, tout en assurant l'accès aux ménages à faibles revenus et aux communautés mal desservies. Enfin, le troisième cadre stratégique, centré sur la transformation numérique du secteur de l'eau, vise à accompagner les pays méditerranéens dans la numérisation de leurs systèmes afin de réduire les pertes, moderniser des infrastructures vieillissantes et faire face aux pénuries. Il encourage l'adoption de compteurs intelligents, de capteurs, de plateformes de données et de solutions d'intelligence artificielle pour renforcer l'efficacité et la qualité des services, tout en proposant des modes de mise en œuvre adaptés aux contextes nationaux.

L'UpM insiste sur l'importance des mécanismes de coordination régionale qui soutiennent son Agenda sur l'eau, notamment la plateforme régionale, les conférences annuelles sur le financement et l'investissement et les groupes de travail techniques, constituant le socle de cet effort collectif. "Aucun pays méditerranéen ne peut gérer seul les aquifères, les bassins fluviaux ou les écosystèmes côtiers partagés. Un manque d'investissement dans des infrastructures résilientes au changement climatique a des effets d'entraînement sur les chaînes d'approvisionnement, les flux migratoires et la stabilité régionale", avertit l'organisation. Le secrétaire général de l'UpM, Nasser Kamel, note que seule une coopération régionale soutenue permettrait à la communauté méditerranéenne de relever les défis et d'agir de manière coordonnée.

Selon l'Union, l'agriculture absorbe la plus grande part de la consommation d'eau douce dans la région, soit entre 60 et 70 % des prélèvements. Les services d'eau et d'assainissement pour leur part consacrent jusqu'à un tiers de leurs budgets opérationnels à l'énergie, tandis que les systèmes énergétiques dépendent largement de l'eau pour le refroidissement, l'hydroélectricité et la production d'hydrogène. Ces interdépendances entre eau, énergie, alimentation et écosystèmes ont longtemps été traitées séparément, chaque secteur optimisant ses performances au détriment des autres, amplifiant les risques. Le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution accentuent ces pressions, affectant en priorité les communautés vulnérables, notamment les foyers ruraux, les zones informelles et les populations touchées par les conflits. La Méditerranée se réchauffe environ 20 % plus vite que la moyenne mondiale, intensifiant sécheresses, vagues de chaleur extrême, inondations et perturbations des écosystèmes. Ces dérèglements menacent la sécurité en eau, en alimentation et en énergie de plus de 500 millions de personnes dans la région, souligne l'UpM.

La Presse (Tunis)Â